

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - RUIMTELIJKE ORDENING

01.03.2018/A/0005 Règlement communal relatif à la végétalisation privée en espace public

Le Conseil communal,

Vu le règlement général de police ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu les recommandations en matière de plantes grimpantes en façade, adoptées par le Collège en 2009

Considérant qu'au travers d'initiatives telles que les projets participatifs de l'IBGE et les actions des contrats de quartier, tant la commune que la région promeuvent les initiatives privées de végétalisation dans l'espace public ;

Considérant que ces initiatives se multiplient et se diversifient (bacs à plantes, pieds d'arbres) ;

Considérant que les interventions diverses en espace public nécessitent d'être encadrées par des dispositions garantissant l'accès du domaine public à tous les citoyens, la préservation des installations et des équipements publics, et la sécurité publique ;

Considérant que le présent règlement vise précisément à définir les conditions de mise à disposition de l'espace public aux fins de végétalisation par des personnes privées.

DECIDE

1. D'approuver les termes du « règlement relatif à la végétalisation du territoire saint-gillois » ci-après :

REGLEMENT RELATIF A LA VEGETALISATION PRIVEE DANS L'ESPACE PUBLIC

Titre 1 : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 1 : Champ d'application

Dans le respect du règlement général de police, le présent règlement encadre, sur l'ensemble du territoire saint-gillois, les modalités de réalisation des projets de mise en place de dispositifs de végétalisation menés par des initiatives privées d'origine locale (*les demandeurs*) sur le domaine public.

Sont susceptibles d'être autorisés dans le cadre du présent règlement, les projets de végétalisation suivants :

- • **Végétalisation de pieds d'arbres** d'alignement en voirie et à l'exclusion des parcs et espace verts publics ;
- • **Installation de plantes grimpantes le long des façades** à front de voirie ;
- • **Installation dans l'espace public, le long des façades, de bacs** destinés à recevoir de la végétation.

Tout autre dispositif ne pourra être envisagé que dans le cadre d'une action participative initiée par un pouvoir public (contrat de quartier, appel à projet régional, ...).

Article 2 : Conditions relatives au(x) demandeur(s)

Quiconque souhaite installer un dispositif de végétalisation visé au point 1 du présent règlement est tenu d'obtenir l'autorisation préalable du Collège.

En cas de demande d'installation d'une plante grimpante ou d'un bac en façade, les demandeurs devront être (co)propriétaires de l'immeuble contre lequel est prévue l'installation. En cas de copropriété, les demandeurs fourniront l'accord de la copropriété.

En cas de demande de végétalisation d'un pied d'arbre, la demande devra être collective et émaner de plusieurs demandeurs habitant à proximité du pied d'arbre : la demande de riverains habitant à la même adresse, tels une famille ou des colocataires, sera ainsi considérée comme une demande individuelle.

Article 3 : Examen de la demande et décision d'octroi

La demande est introduite auprès du service compétent, sur base du formulaire de demande arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, et comporte tous les documents qui y sont listés.

Le projet de mise en place de dispositifs de végétalisation fera l'objet d'une étude de faisabilité par les services communaux compétents et d'une autorisation du Collège. Une attention particulière sera portée à l'esthétique du dispositif et à son intégration dans son environnement immédiat, entre autres patrimonial.

L'autorisation délivrée n'avalise pas implicitement la conformité urbanistique du bâtiment (façade, destination ou division) concerné par le dispositif de végétalisation.

Article 4 : Engagements des demandeurs

Une fois l'autorisation d'occupation privative de l'espace public obtenue, et en complément des conditions particulières relatives aux spécificités de chaque projet telles que précisées au titre II ci-dessous, les demandeurs pourront réaliser leur projet dans le respect du règlement général de police.

Ils devront par ailleurs :

◦ • **Respecter l'environnement et les végétaux :**

- Entretenir les plantes (soin des végétaux, arrosage, taille ...) et les installations pendant toute la durée de l'existence du dispositif.
- Recourir à des méthodes de jardinage écologiques et désherber les sols manuellement.
- Ne pas utiliser des produits phytosanitaires et d'engrais minéraux.
- Assurer le renouvellement et le remplacement des plantes dépérissant dans le respect de la liste des végétaux autorisés par la commune.
- Préserver les arbres faisant l'objet des dispositifs ou situés à proximité des dispositifs.

◦ • **Respecter la propreté et la sécurité publiques**

- Maintenir propres les espaces plantés (élimination régulière des déchets d'entretien ou abandonnés par des tiers, gestion des plantes sauvages, ramassage des feuilles et souillure de terre...)
- Maintenir la plante bien guidée et palissée si nécessaire
- Garantir l'intégrité du dispositif de végétalisation (par exemple, le remplacement des bacs si nécessaire en cas d'infiltrations, affaissements, problèmes de stabilité...)
- Garantir le passage et la sécurité des piétons, poussettes et voiturettes ainsi que l'accessibilité de l'espace public. L'emprise réalisée par le dispositif de végétalisation sur l'espace public ne pourra en aucun cas masquer les dispositifs d'utilité publique (plaque de rue, éclairage public, etc.).

Les demandeurs ne pourront apporter aux dispositifs autorisés aucune modification sans l'autorisation préalable de la Commune.

En cas de nécessité, l'administration communale pourra être amenée à modifier d'initiative le dispositif, sans avertissement préalable du demandeur.

Article 5 : Responsabilité

Les demandeurs sont les propriétaires exclusifs des éléments composant le dispositif de végétalisation.

A ce titre et sans préjudice de toute intervention communale en vertu de l'article 4, ils demeurent entièrement et seuls responsables de tous les dommages matériels et corporels qui pourraient être occasionnés pendant toute la durée d'existence du dispositif de végétalisation. Il est de la responsabilité des demandeurs de vérifier qu'ils disposent des assurances nécessaires en ce sens.

Pour les dispositifs de végétalisation en façade, le transfert de propriété de l'immeuble implique également le transfert des obligations et responsabilité qui en découlent au nouveau propriétaire.

Article 6 : Révocation de l'autorisation et remise en état de l'espace public

L'autorisation d'occupation privative de l'espace public étant donnée à titre précaire, elle pourra être révoquée par la Commune à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

L'autorisation pourra également être retirée en cas de non-respect des dispositions du présent règlement et des engagements des demandeurs, indépendamment d'une amende administrative en application du règlement général de police.

En cas de retrait de l'autorisation, toute installation devra être enlevée immédiatement sans que quiconque puisse faire valoir une quelconque réclamation ou revendiquer une quelconque indemnité.

Lorsque le retrait de l'autorisation résulte d'un manquement de sa part, le demandeur procédera à l'évacuation des dispositifs à ses frais en remettant le site dans son pristin état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir à aux frais, risques et périls du demandeur,

TITRE II : CONDITIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX différents modes DE VÉGÉTALISATION

ARTICLE 7 : Obligations générales :

- • Quel que soit le type de projet, la plantation d'arbres, arbustes ou bambous, de végétaux épineux, toxiques, réputés invasifs ainsi que les plantes destinées en tout ou partie à être consommées, n'est pas autorisée.
- • L'utilisation de pesticides a été abolie dans toute la Région de Bruxelles Capitale et est donc strictement interdite. Le demandeur peut prendre contact avec les services communaux compétents pour tout conseil (santé des plantes).

ARTICLE 8 : Pieds d'arbres

- • Les plantations en pieds d'arbre devront préserver le développement de l'arbre, considéré comme vecteur de bien-être essentiel. A ce titre, il convient de respecter les conditions suivantes :
 - Pas d'intervention en pied d'arbre dans un délai de 3 ans après plantation de l'arbre ; hormis, à titre dérogatoire, pour des semis de plantes annuelles à enracinement très léger, en respectant une distance libre de minimum 30 cm de chaque côté du tronc ;
 - Vérification de la compatibilité des plantations avec la forme, la nature et la profondeur d'enracinement de l'arbre (de façon à permettre le travail du sol pour les plantations sans risque pour les racines de l'arbre).
- • Ne jamais couper les racines de l'arbre. Renoncer à la plantation si la terre de la fosse est comblée par les racines et radicelles de l'arbre. Le demandeur respectera une distance de 15 cm autour du collet de l'arbre et travaillera le sol sur une profondeur maximale de 10 cm. Un ajout de nouvelle terre peut être réalisé mais le niveau du sol ne devra pas dépasser le niveau de la bordure. La terre arable ou terreau à ajouter doit avoir un pH neutre. Il est interdit de modifier le pH de la terre de la fosse de plantation.

- • La bordure du pied d'arbre ne pourra pas être rehaussée.
- • Tout dispositif technique ou décoratif ancré dans le sol ne pénétrera pas de plus de 50 cm sous le niveau du sol et ne dépassera pas 50 cm de haut.
- • Une attention particulière sera portée à garantir la visibilité des piétons, et à préserver les facilités d'entretien de l'arbre. Aux abords des carrefours, des passages pour piétons et des accès carrossables, la hauteur de plantation ne pourra dépasser 80 cm (croissance terminée). De même, la croissance des végétaux en largeur sera limitée par les dimensions intérieures de la fosse (dimensions au sol).
- • Les tuteurs et planches de maintien des arbres comme supports aux dispositifs de végétalisation ne sont pas autorisés.
- • Une signalétique sera placée pour avertir les habitants et les agents communaux, suivant le modèle arrêté par le Collège.
- • Aucun clou ou autre objet pointu ne sera planté dans l'écorce des arbres pour accrocher cette signalétique. Si la signalétique est placée directement sur le tronc, le demandeur utilisera des fixations souples ou élastiques afin de ne pas endommager l'arbre, et veillera à adapter ces fixations tout au long de la vie du projet, en fonction de la croissance de l'arbre. Il vérifiera que cette signalétique est visible, propre et correctement maintenue.

ARTICLE 9 : Installation de bacs en espace public le long des façades privées

- • Le trottoir sur lequel le demandeur souhaite déposer son bac aura une largeur minimale de 180 cm bordure comprise.
- • L'ensemble du dispositif (bac et plantation) ne peut excéder 15% de la largeur du trottoir avec un maximum de 40 cm.
- • Le bac ne présentera aucune arrête vive (biseau ou arrondi obligatoire) et la hauteur totale, végétation comprise, ne dépasse pas 1,40 m.
- • Dans tous les cas, une distance minimale libre de tout obstacle sur la largeur du trottoir, devra être respectée en accord avec le règlement régional d'urbanisme.
- • Le bac sera jointif à la façade sans y être fixé, de façon à garantir l'accès au sous-sol par les services d'urgence ou d'entretien. Les soupiraux, fenêtres et éléments du petit patrimoine (décorations, robinet, décrottoir, ...) devront rester également tout à fait dégagées, pour des raisons de salubrité, de sécurité et de mise en valeur du patrimoine.
- • Le fond du bac sera pourvu d'un dispositif empêchant le passage des racines (soit la superposition de couches de géotextile de type non tissé) mais permettant l'écoulement de l'eau de manière à éviter le pourrissement des racines.
- • Le modèle de bac sera réalisé dans un matériau durable et résistant et sa tonalité devra s'accorder avec celle de la façade et de l'environnement immédiat.
- • Dans le cas de plantes grimpantes en façades, celles-ci respectent les caractéristiques reprise à l'article 10

ARTICLE 10 : Installation de plantes grimpantes le long de façades privées

- • L'installation de plantes grimpantes sera interdite sur les façades des bâtiments classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde ainsi que sur les bâtiments de classe 1 et 2 du périmètre du règlement communal d'urbanisme zoné « Quartier de l'Hôtel de Ville ». De même toute demande de végétalisation située à moins de 20 mètres des dits bâtiments fera l'objet d'une demande de permis d'urbanisme.
- • Le trottoir sur lequel le demandeur souhaite installer la plante grimpante devra avoir une largeur minimale de 180 cm, bordure comprise.
- • Le demandeur n'installera pas de bordure qui protège le pied de la plante grimpante afin que celle-ci puisse recueillir les eaux de ruissellement.
- • L'entièreté des dispositifs sera placée suivant les recommandations techniques générales suivantes :
 - • L'emprise de la plantation ne dépassera pas 30 x 30 cm au niveau du trottoir ;
 - • L'emprise de la plante ne dépassera pas 30cm de déport par rapport à la façade, sur une hauteur minimale de 2,20m, et restera dans tous les cas circonscrite dans les limites de la propriété concernée ;
 - • Les éléments de revêtement de trottoir seront démontés exclusivement par l'administration communale ou son prestataire désigné ;
 - • La plantation sera effectuée directement en pleine terre, sans construction d'aucune sorte formant saillie sur le trottoir;
 - • Les supports en façade auront un déport inférieur à 12 cm et répondront à l'impératif suivant : Tous les accessoires ou dispositifs utilitaires posés en façade sont compacts, non putrescibles, inoxydables et s'intègrent à l'ensemble de la façade sans altérer l'esthétique de la construction, ni causer préjudice aux matériaux de revêtement ou éléments de décor ;
 - • Outre les restrictions reprises dans les obligation générales, seules seront autorisées les espèces de plantes qui ne sont pas dommageables au revêtement de façade.

TITRE III : DISPOSITIONS FINALES

Article 11 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 5^e jour qui suit sa publication.

2. de charger le Collège des Bourgmestre et échevins de l'exécution de la présente délibération ;

3. de transmettre la présente délibération à l'autorité de tutelle.

Gemeentereglement betreffende de privé vergroening in de openbare ruimte

De Gemeenteraad,

Gelet op het algemeen politiereglement;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging van de akten van de gemeenteoverheden aan de Regering met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht en de latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Gelet op de aanbevelingen met betrekking tot klimplanten tegen privégevels uitgevaardigd door het College in 2009;

Overwegende dat, via initiatieven zoals de participatieve projecten van het BIM en de acties van de Wijkcontracten, zowel de gemeente als het gewest privé-vergroeningsinitiatieven in de openbare ruimte stimuleren.

Overwegende dat er alsmear meer en verscheidenere initiatieven (plantenbakken, boomborders) worden opgezet;

Overwegende dat de diverse ingrepen binnen de openbare ruimte moeten worden omkaderd door bepalingen die garant staan voor de toegang tot het openbare domein voor alle burgers, het behoud van de openbare installaties en voorzieningen en de openbare veiligheid;

Overwegende dat onderhavig reglement net het beschikbaar stellen van de openbare ruimte voor vergroening door particulieren wil definiëren.

BESLIST

1. De algemene voorwaarden van het “reglement houdende de vergroening van het grondgebied van Sint-Gillis” hierna goed te keuren:

VERGROENINGSREGLEMENT VAN DE GEMEENTE SINT-GILLIS

Titel 1: GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Artikel 1: Toepassingsgebied

Conform het algemeen politiereglement bepaalt onderhavig reglement de modaliteiten voor de verwezenlijking van vergroeningsprojecten door lokale privé-initiatieven (*de aanvragers*) binnen de openbare ruimte op het volledige grondgebied van de gemeente Sint-Gillis.

In het kader van onderhavig reglement komen volgende vergroeningsprojecten voor goedkeuring in aanmerking:

- • **Vergroening van de voet van rooibomen** langs de weg met uitzondering van parken en openbare groene ruimten ;

- • **Aanplanting van klimplanten aan gevels** langs de weg ;
- • **Opstelling in de openbare ruimte langs gevels van plantenbakken** voor groenaanplantingen ;

Elk ander apparaat kan alleen worden overwogen in het kader van participatieve actie geïnitieerd door een openbare macht (wijkcontract, oproep voor een regionaal project, ...)

Artikel 2: Voorwaarden betreffende de aanvrager(s)

Wie een onder punt 1 van onderhavig reglement bedoelde vergroeningsvoorziening wil plaatsen dient daarvoor toelating aan het College te vragen.

Wie klimgroen of een plantenbak wil plaatsen tegen een gevel dient (mede-)eigenaar te zijn van het gebouw waartegen de installatie wordt aangebracht. In geval van mede-eigendom leggen de aanvragers het akkoord van de mede-eigendom voor.

Aanvragen voor het aanplanten van groen aan de voet van bomen moeten collectief gebeuren en uitgaan van meerdere aanvragers die in de nabijheid van de boom wonen; een aanvraag door omwonenden met hetzelfde adres, zoals een gezin of medehuurders, wordt gelijkgesteld aan een individuele aanvraag.

Artikel 3: Onderzoek van de aanvraag en toekenningsbeslissing

De aanvraag wordt bij de bevoegde dienst ingediend aan de hand van het door het College van Burgemeester en Schepenen vastgelegde aanvraagformulier, samen met alle hierin opgelijste documenten.

De bevoegde gemeentediensten onderwerpen het vergroeningsvoorstel aan een haalbaarheidsstudie, waarna het College het project goedkeurt. Daarbij wordt specifiek aandacht besteed aan het esthetische aspect van het voorstel en aan de inpassing ervan in de onmiddellijke omgeving, onder ander erfgoed.

De toelating loopt niet vooruit op de stedenbouwkundige conformiteit van het gebouw (gevel, bestemming of opdeling) dat het voorwerp van het vergroeningsvoorstel vormt.

Artikel 4: Verbintenissen van de aanvragers

Eens de toelating voor de privatieve bezetting van de openbare ruimte is verkregen en alle bijzondere voorwaarden betreffende de onder Titel II infra bepaalde specifieke eigenschappen van ieder project zijn vervuld, mogen de aanvragers hun project uitvoeren mits naleving van het algemeen politiereglement.

Voor het overige dienen zij:

- • **Het milieu en de begroeiing te respecteren:**

- Onderhoud van de planten (verzorging, gieten, snoeien, ...) en voorzieningen tijdens hun volledige bestaansduur.
- Toepassen van de principes van ecologisch tuinieren en het manueel onkruidvrij houden van de bodem.
- Geen gebruik van fytosanitaire producten en minerale meststoffen.
- Het vernieuwen en vervangen van wegwijnende planten door planten vermeld op de door de gemeente goedgekeurde lijst.
- Behoud van bomen die een onderdeel vormen van de vergroening of zich in de buurt daarvan bevinden.

- o • **Respecteren van de openbare netheid en veiligheid**

- Het schoon houden van de beplante ruimte (regelmatig verwijderen van het groenafval of van het afval dat door derden werd achtergelaten, beheer van ongecontroleerd groeiende planten, vegen van de bladeren en verwijderen van grondsporen,...)
- Desgevallend het goed leiden en ondersteunen van de plant
- Instaan voor de integriteit van de vergroeningsvoorziening (bijvoorbeeld, het vervangen van de bakken in geval van infiltratie, aardverzakking, stabiliteitsproblemen,...)
- De toegankelijkheid van de openbare ruimte en de doorgang en veiligheid van voetgangers, kinderwagens en wagentjes garanderen. De plek die het vergroeningsvoorstel binnen de openbare ruimte inneemt, mag in geen geval de openbare nutsvoorzieningen belemmeren (straatnaamborden, openbare verlichting, enz.).

De aanvragers mogen de vergunde inrichtingen zonder voorafgaande goedkeuring van de Gemeente niet wijzigen.

Indien nodig zal het gemeentebestuur moeten wijzigen om op eigen initiatief en zonder de aanvrager hierover vooraf in te lichten, in te grijpen.

Artikel 5: Aansprakelijkheid

De aanvragers zijn exclusief eigenaar van de onderdelen van de gerealiseerde vergroening.

In dat opzicht en onverminderd enige tussenkomst krachtens artikel 4 vanwege de gemeente, blijven zij als enigen integraal aansprakelijk voor alle materiële en lichamelijke schade toegebracht tijdens de bestaansduur van de gerealiseerde vergroening. Het is aan de aanvragers om zich ervan te vergewissen dat zij over de daartoe vereiste verzekeringen beschikken.

Voor groenvoorzieningen tegen gevels worden bij overdracht van de eigendom van het gebouw ook de bijbehorende verplichtingen en verantwoordelijkheden op de nieuwe eigenaar overgedragen.

Artikel 6: Herroeping van de toelating en herstellen van de openbare ruimte in zijn oorspronkelijke staat

Aangezien de toelating voor de privatieve bezetting van de openbare ruimte een tijdelijk karakter heeft, kan de Gemeente die, zodra het algemeen belang dit vereist, herroepen.

Bij niet-naleving van het bepaalde in onderhavig reglement en het veronachtzamen van de verplichtingen uit hoofde van de aanvragers kan de toelating, onverminderd een administratieve boete in toepassing van het algemeen politiereglement, eveneens worden ingetrokken.

Bij intrekking van de toelating moet iedere inrichting onverwijld worden verwijderd, zonder dat wie dan ook een klacht ten gelde kan maken of een willekeurige vergoeding kan opeisen.

Wanneer de intrekking van de toelating het gevolg is van een tekortkoming vanwege de aanvrager, verwijdert die laatste de voorzieningen op eigen kosten en herstelt hij de site in zijn oorspronkelijke staat; bij ontstentenis daarvan behoudt de Gemeente zich het recht voor dit op kosten en risico van de aanvrager te doen.

TITEL II: TECHNISCHE VOORWAARDEN MET BETREKKING TOT DE VERSCHILLENDE BEGROENINGSWIJZEN

ARTIKEL 7: Algemene verplichtingen:

- • Ongeacht het soort van project is het aanplanten van bomen, bamboestruiken, doornplanten, gifplanten, invasieve plantsoorten, evenals van gedeeltelijk of in hun geheel eetbare planten, niet toegestaan.
- • Het gebruik van pesticiden werd in het gehele Brussels Hoofdstedelijk Gewest afgeschaft en is dan ook strikt verboden. De aanvrager kan voor advies (gezondheid van de planten) terecht bij de bevoegde gemeentediensten.

ARTIKEL 8: Boomborders

- • Aangezien een boom een essentiële welzijnsvector vormt, mogen aanplantingen onderaan bomen de ontwikkeling ervan niet belemmeren. Daartoe moeten volgende voorwaarden worden vervuld:
 - Geen ingrepen onderaan bomen binnen de 3 jaar na aanplanting van de boom; enige afwijking hierop geldt voor zaad van eenjarige planten met heel lichte wortelvorming; bij het zaaien moet een vrije afstand van minstens 30 cm rondom de stam worden gerespecteerd;
 - Controle van de verenigbaarheid van de aanplantingen met de vorm, aard en diepte van de boomwortel (zodat de boomwortels bij het bewerken van de bodem ten behoeve van de aanplantingen geen gevaar lopen).
- • Nooit de wortels van de boom doorsteken. Er mogen geen aanplantingen gebeuren wanneer de aarde in de boomput vol zit met wortels en haarwortels van

de boom. Bij het graven respecteert de aanvrager een afstand van 15 cm rond de wortelhals en bewerkt hij de aarde tot een maximale diepte van 10 cm. Er mag nieuwe grond worden aangebracht, maar de totale hoogte mag niet uitsteken boven de randsteen. De ph van de toegevoegde teelaarde of grond moet neutraal zijn. Het is verboden om de ph van de aarde in de boomput te wijzigen.

- • De rand ter hoogte van de boomvoet mag niet worden verhoogd.
- • Technische of decoratieve voorzieningen mogen niet dieper dan 50 cm in de bodem worden verankerd en mogen er ook niet meer dan 50 cm uitsteken.
- • Er dient in het bijzonder aandacht te worden besteed aan de zichtbaarheid voor de voetgangers en aan het onderhoudsgemak van de boom. Ter hoogte van kruispunten, oversteekplaatsen voor voetgangers en berijdbare toegangen mag de aanplanting niet hoger komen dan 80 cm (wanneer ze is volgroeid). De groei van de planten in de breedte wordt beperkt door de binnenafmetingen van de kuil (afmetingen van de bodem).
- • De stokken en planken voor het rechthouden van de bomen mogen niet worden gebruikt om de gerealiseerde vergroening te ondersteunen.
- • Een bordje volgens het door College vastgelegde model vestigt de aandacht van de bewoners en gemeenteambtenaren op de gerealiseerde vergroening.
- • Om het bordje op te hangen mogen er geen nagels of andere scherpe voorwerpen in de schors van de boom worden aangebracht. Om de boom niet te beschadigen kan de aanvrager het bordje met flexibele of elastische bevestigingsmiddelen rond de boom hangen; anderzijds past hij die bevestigingen tijdens de volledige bestaansduur van het project aan de groei van de boom aan. Hij ziet erop toe dat het bordje zichtbaar blijft en schoon en dat het correct wordt onderhouden.

ARTIKEL 9: Plaatsen van bakken in de openbare ruimte langs private gevels

- • Het voetpad waarop de aanvrager de bak wil plaatsen dient minstens 180 cm breed te zijn, boordsteen inbegrepen.
- • De volledige realisatie (bak en beplanting) mag niet meer dan 15% van de breedte van het voetpad met een maximum van 40 cm innemen.
- • De bak vertoont geen scherpe randen (verplicht schuine of afgeronde randen) en de totale hoogte, inclusief aanplanting, bedraagt maximaal 1,40 m.
- • In ieder geval dient in toepassing van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening over de breedte van het voetpad een minimale vrije afstand tot ieder obstakel te worden bewaard.
- • De bak sluit tegen de gevel aan zonder eraan te zijn bevestigd, zodat de hulpdiensten of onderhoudsploegen gemakkelijk toegang hebben tot de ondergrond. Om gezondheids- en veiligheidsredenen en ter vrijwaring van het erfgoed moeten ook de keldergaten, ramen en andere elementen die tot het klein erfgoed (versieringen, kranen, voetenkrabbers, ...) behoren, volledig vrij blijven.
- • De bak wordt onderaan voorzien van een systeem (opeengestapelde lagen non-woven geotextiel) dat doorgroei van wortels belet, maar toch water doorlaat zodat de wortels niet rotten.

- • De bak is vervaardigd van duurzaam en bestendig materiaal in een kleur die aansluit bij die van de gevel en van de onmiddellijke omgeving.
- • Klimplanten tegen gevels moeten de kenmerken zoals beschreven in artikel 10 naleven.

ARTIKEL 10: Aanplanten van klimplanten langs privégevels

- • Tegen gevels van geklasseerde gebouwen, van gebouwen ingeschreven op de bewaarlijst en van gebouwen van klasse 1 en 2 binnen de perimeter van de zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening "Stadhuiswijk" mag geen klimgroen worden geplant. Voor vergroeningsprojecten binnen een straal van minder dan 20 meter van voornoemde gebouwen dient een stedenbouwkundige vergunning te worden aangevraagd.
- • Het voetpad waar de aanvrager het klimgroen wil planten, dient minstens 180 cm breed te zijn, boordsteen inbegrepen.
- • Opdat het regenwater naar de klimplant zou kunnen afvloeien, plaatst de aanvrager geen boordsteen om de onderzijde van de klimplant te beschermen.
- • Het geheel van de voorzieningen wordt aangebracht volgens onderstaande algemene technische aanbevelingen:
 - • De planruimte neemt niet meer dan 30 x 30 cm van het voetpad in;
 - • De planruimte verspringt niet meer dan 30 cm ten opzichte van de gevel, bij een minimale hoogte van 2,20 m, en blijft in alle omstandigheden binnen de grenzen van de betreffende eigendom;
 - • Alleen het gemeentebestuur of de door hem aangestelde dienstverlener mag elementen van het plaveisel van het voetpad verwijderen;
 - • Het aanplanten gebeurt rechtstreeks in volle grond, zonder enige constructie die ten opzichte van het voetpad uitsteekt;
 - • De steunen aan de gevelzijde bevinden zich op een afstand van minder dan 12 cm en beantwoorden aan de volgende vereiste: Alle accessoires of inrichtingen die aan de gevel worden aangebracht, zijn compact, rot- en roestvrij en sluiten harmonieus aan bij de gevel zonder het esthetisch uitzicht van het gebouw aan te tasten, noch het bekledingsmateriaal of de sierelementen te beschadigen;
 - • Naast de beperkingen vermeld onder de algemene verplichtingen worden uitsluitend plantensoorten aanvaard die geen schade toebrengen aan de gevelsteen.

TITEL III: SLOTBEPALINGEN

Artikel 11: Vankrachtwording

Onderhavig reglement wordt van kracht op de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van onderhavige beraadslaging;

3. onderhavige beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

01.03.2018/A/0006 **Règlement relatif à l'intervention communale dans l'installation de plantes grimpanes le long de façades à front de voirie.**

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale, et notamment son article 117 ;

Vu le règlement général de police ;

Vu le règlement communal relatif à la végétalisation du territoire saint-gillois adopté par le conseil communal en séance du 1^{er} mars 2018 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Considérant les caractéristiques démographiques et géographiques de la Commune de Saint-Gilles - forte densité de la population, forte minéralisation du sol - et les incidences de ces caractéristiques en terme de qualité de vie pour les habitants ;

Considérant l'importance du rapport à la nature au rythme des saisons, au regard de la qualité de vie des citoyens ;

Considérant que la Commune de Saint-Gilles souhaite dès lors encourager la participation active des citoyens à la végétalisation du territoire communal, par la prise en charge financière et technique de l'installation de plantes grimpanes le long des façades en front de voirie ;

Considérant que les objectifs généraux de cette initiative visent à :

- • Recréer un lien entre l'Homme et la Nature ;
- • Participer à l'embellissement et à l'amélioration de notre cadre de vie et changer le regard sur la ville ;
- • Créer des corridors de biodiversité et renforcer la trame verte au coeur de la ville ;
- • Contribuer, à son échelle, à renforcer l'équilibre écologique de notre environnement.

DECIDE

1. D'adopter son règlement relatif à l'intervention communale dans l'installation de plantes grimpantes le long de façades à front de voirie et d'en fixer le texte comme suit :

Article 1

Dans les limites du budget annuel disponible par zone (Zone de Redynamisation Urbaine Urbaine /hors ZRU), une prise en charge financière et technique est susceptible d'être accordée à quiconque obtient l'autorisation d'installer une plante grimpante le long d'une façade visible à front de voirie, en application du règlement communal relatif à la végétalisation du territoire Saint-Gillois.

L'intervention communale comprend à la fois la fourniture de la plante et de ses supports ainsi que leur installation par ou via l'administration communale, à savoir :

- Le creusement de la fosse et l'évacuation des déchets;
- Le placement d'un réceptacle à l'intérieur de la fosse, à fleur de trottoir, et son remplissage par de la terre agricole amendée de compost naturel ;
- Le placement de la plante et de son tuteur ;
- L'installation des câblages.

L'intervention communale, tant financière que technique, liée aux crédits budgétaires, ne pourra en aucun cas être partielle, ni échangée contre une contrepartie financière.

Article 2

La demande d'intervention communale devra être introduite en même temps que la demande d'autorisation auprès du Collège des Bourgmestre et échevins au moyen du formulaire arrêté à cet effet conformément au règlement relatif à la végétalisation du territoire saint-gillois.

Les prises en charge seront accordées par ordre chronologique de réception des dossiers complets de demande d'autorisation. Les dossiers incomplets n'entrent pas en ligne de compte.

En cas d'épuisement du budget disponible, les dossiers qui n'auront pas pu faire l'objet d'une prise en charge seront prioritaires l'année suivante par rapport aux nouvelles demandes

Article 3

Sans préjudice du nombre de plantes grimpantes autorisées en vertu du règlement

relatif à la végétalisation du territoire saint-gillois, la prise en charge communale est limitée à 2 plantes maximum par immeuble.

Article 4

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de résoudre, selon les règles de l'équité, toute contestation qui pourrait survenir de l'application du présent règlement.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par la voie de l'affichage.

2) De transmettre la présente décision à l'Autorité de tutelle.

Reglement betreffende de gemeentelijke interventie bij de installatie van klimgroen tegen gevels aan de straatzijde.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe Gemeentewet en meer bepaald artikel 117;

Gelet op het algemeen politiereglement;

Gelet op het gemeentereglement betreffende de vergroening van het grondgebied van Sint-Gillis zoals goedgekeurd door de gemeenteraad in haar zitting van 1 maart 2018;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging van de akten van de gemeenteoverheden aan de Regering met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht en de latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Overwegende de demografische en geografische kenmerken van de Gemeente Sint-Gillis - hoge bevolkingsdichtheid, sterk gemineraliseerde bodem - en de impact daarvan op de levenskwaliteit voor de inwoners;

Overwegende het belang van de verhouding tot de natuur volgens het ritme van de seizoenen voor de levenskwaliteit van alle burgers;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Gillis de burgers wil aanmoedigen om actief bij te

dragen tot het vergroenen van het gemeentelijk grondgebied door een tussenkomst in het financiële en technische deel van de installatie van klimplanten tegen gevels aan de straatzijde;

Overwegende dat de algemene doelstellingen van dit initiatief erop gericht zijn:

- • Opnieuw een band te smeden tussen Mens en Natuur,
- • Bij te dragen tot een fraaiere en betere leefomgeving en de kijk op de stad te veranderen;
- • Biodiversiteitscorridors te creëren en het groene weefsel in het hart van de stad te versterken;
- • Op maat van de gemeente bij te dragen tot een ecologisch evenwichtiger leefmilieu.

BESLIST

1. Het reglement betreffende de tussenkomst van de gemeente in de installatie van klimgroen tegen gevels aan de straatzijde goed te keuren en de tekst ervan als volgt te formuleren:

Artikel 1

Binnen de grenzen van het jaarlijks budget dat beschikbaar is per gebied (Gebied voor Vernieuwde Stadsdynamiek/excl. GVS), kan er, in toepassing van het gemeentereglement betreffende het vergroenen van het grondgebied van Sint-Gillis, een financiële en technische tussenkomst worden toegekend aan wie de toelating krijgt om klimgroen tegen een zichtbare gevel aan de straatzijde aan te brengen.

De tussenkomst van de gemeente omvat zowel het aanleveren van de plant en van de steunen als de installatie door of via het gemeentebestuur, meer bepaald:

- • Het graven van een plantput en het afvoeren van afval;
- • Het plaatsen in de put van een bak die niet hoger komt dan het voetpad, evenals het aanvullen van die bak met grond die is verbeterd met natuurlijke compost;
- • Het plaatsen van de plant en van de plantstok;
- • Het aanbrengen van de bedrading.

De, zowel financiële als technische, tussenkomst van de gemeente die in verhouding staat tot de begrotingskredieten mag in geen geval partieel zijn, noch worden omgezet in een financiële tegenprestatie.

Artikel 2

De aanvraag tot gemeentelijke tussenkomst moet samen met de toelatingsaanvraag

door middel van het daartoe voorgeschreven formulier in overeenstemming met het reglement op de vergroening van het grondgebied van Sint-Gillis bij het College van Burgemeester en Schepenen worden ingediend.

De tussenkomsten worden toegekend in chronologische volgorde waarin de volledige dossiers voor een toelatingsaanvraag werden ontvangen. Dossiers die niet volledig zijn worden niet in aanmerking genomen.

Bij uitputting van de beschikbare budgettaire middelen krijgen de dossiers waarvoor geen middelen meer beschikbaar waren het jaar nadien voorrang op nieuwe aanvragen.

Artikel 3

Zonder afbreuk te doen aan het krachtens het reglement op het vergroenen van het grondgebied van Sint-Gillis toegelaten aantal klimplanten, beperkt de tussenkomst van de gemeente zich tot maximum 2 planten per gebouw.

Artikel 4

Het College van Burgemeester en Schepenen beslecht volgens de regels van rechtvaardigheid alle betwistingen die uit de toepassing van onderhavig reglement kunnen voortvloeien.

Artikel 5

Onderhavig reglement wordt van kracht op de vijfde dag volgend op de bekendmaking ervan door uithanging.

2) Onderhavige beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid.

01.03.2018/A/0007 **Espace Public. Remplacement du revêtement hydrocarboné en voirie dans différentes artères pour l'année 2018. Mode de passation et conditions du marché – Approbation. Marché de travaux. Procédure ouverte. CSC 390-2018. Budget extraordinaire. Article 421/735-60 : 200.000 € - Estimation : 164.994,50 € H.T.V.A. – 199.643,35 € T.V.A.C. Projet n° 218.017. N° de projet : n°17.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'une somme de 200.000,00 euros a été prévue à l'article 421/735-60 du projet de budget extraordinaire 2018 destinée au remplacement du revêtement hydrocarboné dans les voiries suivants :

- Chaussée de Forest (entre la rue Théodore Verhaegen et la rue Egide Walschaert),
- Rue Gisbert Combaz,